

Joseph Thouvenel, secrétaire confédéral de la CFTC : “Sur la réforme, le Premier ministre n’a pas tenu un langage de vérité !”



Par

Charlotte d'Ornellas

Publié le 13/12/2019 à 06:40

Au lendemain des annonces du Premier ministre Edouard Philippe concernant la réforme des retraites, le syndicat CFTC - qui n'appelle pas à la grève - a appelé à manifester le 17 décembre. Le secrétaire confédéral de la CFTC Joseph Thouvenel nous explique pourquoi.

Valeurs actuelles. La CFTC ne participe ni n'appelle à la grève depuis le début... mais s'oppose pourtant à la réforme telle que nous la connaissons aujourd'hui. Pourquoi ?

Joseph Thouvenel. La CFTC est un syndicat social-chrétien et la grève est pour nous le dernier recours. Avant d'en arriver là, nous devons examiner les conséquences pour l'entreprise ou les clients, c'est-à-dire les usagers pour le service public. Nous estimons, et là-dessus nous n'avons pas changé d'avis, que le blocage des transports apporte des inconvénients majeurs et que l'urgence n'est pas telle qu'il faille mettre des centaines de milliers de personnes dans des situations très difficiles, des salariés aux entreprises en passant par les mères de famille. En revanche, on négocie, on discute et on va jusqu'au bout. Mais cela fait maintenant 18 mois que ça dure et nous sommes toujours en partie dans le flou. A vrai dire, nous regrettons surtout le manque réel de vérité dans le traitement de ce

sujet. Certaines annonces trouvent notre satisfaction. Mais en grande partie, le Premier ministre n'a pas tenu un langage de vérité.

C'est-à-dire ?

On ne peut pas nous dire que l'âge de départ à la retraite à taux plein est à 62 ans et nous expliquer en même temps que l'âge pivot est à 64. Il faut être honnête, le gouvernement ne peut pas décemment faire croire aux Français que le départ à la retraite reste à 62 ans, mais qu'il y aura un malus s'ils partent entre 62 et 64 ans ! Je vais prendre un autre exemple, qui concerne les salariés du privé. Leur dire que cette réforme ne changera rien pour eux est faux. Aujourd'hui, on calcule la retraite sur les 25 meilleures années, or si l'on calcule désormais la retraite par point ou par trimestre – ça ne change rien – sur 42 ans de travail, il est clair que cela fera baisser les pensions, mécaniquement.

Que l'on dise qu'il y a une population vieillissante, que nous vivons de plus en plus vieux, qu'il y aura de plus en plus d'inactifs et qu'il faut par conséquent faire des efforts, nous pouvons l'entendre et le comprendre. Mais que l'on ne nous demande pas d'approuver des annonces qui ne sont pas exactes. On ne peut pas accepter ces mensonges par dissimulation, qui relèvent de la tromperie. Qu'ils soient francs.

Que dites-vous de la suppression des régimes spéciaux ?

Edouard Philippe parle de la fin des régimes spéciaux, mais la manière dont ça va se faire est nettement moins claire.

Les régimes spéciaux sont structurellement déficitaires, non pas à cause de ce gouvernement mais en raison de la lâcheté des précédents pendant des décennies. Et ce que j'ai compris en l'écoutant, c'est que l'idée est maintenant de refiler la patate chaude aux partenaires sociaux qui devront gérer ça pour que ce soit à l'équilibre. Pourquoi ? Parce que les partenaires sociaux, pour ce qui est du privé, gèrent bien, ont très peu de déficit et de grosses réserves qui s'élèvent à 71 milliards d'euros. En clair, cela veut dire que le gouvernement se défause sur le secteur privé en se disant que les réserves vont être absorbées... C'est ça la vérité.

Et sur ce « point », dont on ne connaît pas encore la valeur ?

Sur le point, il y a une valeur donnée dans le rapport de Jean-Pierre Delevoye, qui est de 0,55 euros pour 10 euros cotisés. Mais le gouvernement dit que le point sera indexé sur les salaires et qu'il ne pourra donc y avoir de baisse. La CFTC prend acte et s'en félicite.

A titre personnel, j'é mets cependant une réserve : ce n'est pas une garantie absolue. Si nous vivons une crise économique, que l'inflation repart et qu'elle dépasse les salaires, alors nous y perdrons.

Comment faire ?

La vraie seule façon de garantir qu'il n'y aura pas de baisse est de l'inscrire dans la Constitution. Pour l'instant c'est inscrit dans un projet de loi qu'un autre projet de loi peut défaire... Ce n'est qu'une promesse politique, et si nous les croyons

systématiquement, une immense partie des autoroutes devrait être aujourd'hui gratuite puisqu'elles sont remboursées !

Vous semblez vous inquiéter de l'absence de politique familiale... Pour quelle raison ?

Parce que je suis de ceux qui pensent qu'on ne peut pas traiter du problème des retraites sans aborder la question d'une politique familiale active, et d'une politique de natalité. Or depuis 18 mois, dans ces concertations, on a l'impression que la politique familiale et la natalité sont des gros mots ! Si on veut une vision pérenne de l'avenir de ce pays et de ses retraites, on doit traiter ce problème. Ou alors, on nous dit que la France est un pays de vieux et que les jeunes viendront de l'étranger... Ça a d'ailleurs été vaguement évoqué par Jean-Paul Delevoye, mais dans ce cas-là, il faut le dire clairement et l'assumer. Ces dissimulations vont finir par véritablement exaspérer tout le monde. Nous sommes assez grands pour entendre la vérité, seule base possible pour envisager des solutions à nos problèmes.

Contrairement au rapport Delevoye, Édouard Philippe a annoncé que les mères de famille bénéficieront d'une majoration de 5 % de leur pension dès le premier enfant, ainsi qu'une revalorisation supplémentaire de 2 % pour les parents de trois enfants et plus. Cela fait-il partie des points positifs ?

C'est une victoire de la CFTC et nous sommes ravis d'avoir obtenu satisfaction sur ce point, même si d'autres continuent à nous inquiéter. Au départ, les familles de trois enfants étaient sorties du système, elles y sont revenues. Tant mieux. Ce qui est bien aussi, c'est le principe de 1000 euros pour tous les travailleurs, les salariés évidemment mais également les artisans, les paysans, les commerçants... Dans notre vision, qui n'est pas celle de la lutte des classes, quelqu'un qui a travaillé toute sa vie doit pouvoir bénéficier d'une retraite digne et c'est un très bon point.

Quelles annonces vous inquiètent, au contraire ?

Les mères de famille ! On calcule la retraite sur 42 ans, mais si je suis une mère de famille de trois enfants et que je me suis arrêté en congé parental d'éducation pendant deux ans par exemple, cela fait six ans que l'on retire donc aux 42 ans de cotisation. Les grandes perdantes sont les mères de famille.

Hier, le Premier ministre a parlé de maternité. Nous nous étions battus pour cela donc c'est très bien. Les mères pourront compter sur leur retraite pendant les mois de congé maternité (il va falloir nous préciser comment maintenant, et sur quelles bases), mais qu'en est-il du congé parental d'éducation ? La ministre Marlène Schiappa, qui se préoccupe beaucoup des femmes, fait preuve sur ce point d'un silence assourdissant... Au détriment de celles qui s'arrêtent pour élever leurs enfants. Or c'est un vrai travail. Il s'agit là d'une mesure de justice et d'égalité pour le coup.

Un point sur la méthode du gouvernement, sur cette réforme ?

Depuis le départ, la méthode du gouvernement est mauvaise. Sans doute parce que l'élection présidentielle d'Emmanuel Macron a été remportée grâce à la

communication. Alors on recommence indéfiniment. Hier, nous avons eu un discours de communication, à commencer par la référence au comité national de la résistance, en oubliant que le socle de sa politique d'après-guerre était précisément une politique nataliste et familiale très proactive.

Ils se sont encore enfermés dans la communication. Par exemple, lorsque l'on dit à juste titre que les régimes spéciaux doivent évoluer, encore faut-il faire la différence entre ceux qui ont un travail particulièrement pénible et les autres. Là, on nous dit qu'on va supprimer ces régimes et discuter de la pénibilité après... Ce n'est pas le bon ordre ! Nous sommes dans des effets d'annonces... Comment vont-ils en sortir ? Ca je l'ignore.

Et pour la suite ?

Nous serons dans la rue le 17 pour manifester, mais nous continuons à discuter. Cela dit, je conteste beaucoup de points dans ce qu'on connaît du projet mais je reconnais aussi que ce gouvernement a été élu démocratiquement. On peut dire que l'on n'est pas d'accord et d'essayer de changer les choses, mais il faut reconnaître qu'une majorité de votants a porté au pouvoir le président de la République et les parlementaires. Français, quand vous votez, réfléchissez !